

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Euroland-2012-2016-Perennisation-d-une-nouvelle-puissance-globale-sous-condition-de-democratisationGEAB-No-62>

Euroland 2012-2016 : Pérennisation d'une nouvelle puissance globale sous condition de démocratisation

Date de mise en ligne : 13 février 2012

GEAB N° 62

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés



Comme anticipé par l'équipe de LEAP/E2020, la peur largement entretenue par la *City de Londres* et *Wall Street* d'un éclatement de la zone Euro à l'occasion de la crise de la dette grecque s'est avérée infondée. L'Euroland sort très renforcé de cet épisode violemment conflictuel avec ses « alliés naturels ». Selon notre équipe, 2012 va donc marquer le point de départ de la pérennisation d'une nouvelle puissance globale, l'Euroland. Cette évolution reste néanmoins conditionnée à la question de sa démocratisation comme nous l'analysons dans ce **GEAB N°62**, à travers les trois séquences de l'évolution de l'Euroland 2012-2016. Ces cinq années vont conduire les Européens à influencer profondément un rééquilibrage géopolitique mondial tandis qu'en interne une phase radicalement nouvelle de l'intégration européenne s'ouvre dans les mois à venir. Par ailleurs, ce numéro du GEAB anticipe l'évolution du Dollar US comme devise dominante des transactions commerciales mondiales. Les années 2012 et 2013 vont en effet apporter de grands bouleversements dans ce domaine affectant directement le commerce global comme la puissance respective des devises concernées. Outre les recommandations concernant les devises, l'or, la Grèce, la Russie, l'économie américaine et les bourses, LEAP/E2020 propose en avant-première dans ce **GEAB N°62** un extrait du prochain livre à paraître en Mars 2012 aux [Editions Anticipolis](#) intitulé « **2015 : La grande chute de l'immobilier occidental** » de Sylvain Périfel et Philippe Schneider.

**Pour ce communiqué public,
LEAP/E2020 a choisi de présenter
ses anticipations sur la première
des trois séquences d'Euroland
2012-2016.**

Comme annoncé précédemment, LEAP/E2020 présente dans ce GEAB N°62 ses anticipations pour l'Europe sur la période 2012-2016. Dans le contexte de crise systémique globale, pour les européens, deux tendances stratégiques vont marquer ces cinq années : d'une part la pérennisation de l'Euroland comme nouvelle puissance globale à part entière [1] ; et d'autre part, l'impératif absolu pour les élites européennes de lever l'hypothèque démocratique qui pèse désormais lourdement sur le processus d'intégration européenne. Notre équipe analyse dans ce **GEAB N°62** pourquoi à partir de la seconde moitié de 2012, les conditions seront optimales pour que l'Euroland puisse assumer pleinement ces deux tendances [2]. Les défis économiques, financiers, stratégiques et politiques restent bien entendu nombreux pour les Européens ; mais, avec l'entrée de la crise systémique globale dans sa phase de recomposition des équilibres géopolitiques mondiaux, avec l'Euroland, ils disposent d'un « nouveau souverain » capable d'influencer positivement les processus en cours [3]. Cette capacité reste bien entendu conditionnée à la légitimation démocratique de l'ensemble de la gouvernance de l'Euroland. De 2012 à 2016, trois séquences majeures vont caractériser la pérennisation de l'Euroland comme souverain à part entière et la levée de l'hypothèque démocratique.

Avant d'entrer dans le détail du cas européen, notre équipe souhaite rappeler que la grande différence aujourd'hui entre l'anticipation de l'évolution des Etats-Unis et celle de l'Europe tient au fait que les Etats-Unis ont un système politico-institutionnel archaïque et complètement paralysé, alors que l'intégration européenne possède une forte dynamique associée à une grande souplesse institutionnelle. L'absence de réformes majeures aux Etats-Unis depuis le début de la crise en 2008 comparée à l'impressionnante série de bonds institutionnels européens depuis mi-2010 (des évolutions jugées impossibles par beaucoup il y a encore deux ans) en offre une frappante illustration. Dans le cas américain, la question de l'anticipation des événements impose donc de pouvoir identifier les points de rupture d'un système sclérosé. Dans le cas européen, il s'agit en revanche de cibler les processus en cours et d'évaluer leur rythme de développement [4]. Ce qui est en fait beaucoup plus simple quand, comme LEAP/E2020, on connaît bien le fonctionnement institutionnel européen et qu'on dispose de bons capteurs dans l'opinion publique des différents Etats-membres [5].

Dernier point de préambule, le processus décisionnel européen va considérablement s'améliorer pour ce qui est de l'Euroland puisque désormais seuls les pays partageant l'Euro prendront les décisions. C'est d'ailleurs l'un des grands mérites de ces années de crise que d'avoir enfin clarifié une situation aberrante qui voyait des pays hors zone Euro, voire anti-Euro (comme le Royaume-Uni), participer aux décisions sur l'Euro. Mais néanmoins, la nature même du processus de décision européen, impliquant négociations et compromis, continuera à le montrer comme chaotique et lent, par opposition aux prises de décisions nationales. Il le sera beaucoup moins qu'avant, mais toujours quand même parce que c'est la caractéristique même du fonctionnement de l'intégration européenne ; c'est aussi in fine une de ses conditions d'efficacité, pour que chaque Etat applique bien les mesures décidées.

Maintenant, passons à l'analyse des trois séquences majeures qui vont caractériser la période 2012-2016. Ces trois séquences ont été présentées de manière disjointes pour des raisons de clarté ; mais il est bien entendu évident qu'elles sont imbriquées les unes dans les autres.

Séquence 1 - 2012-2013 : Fin de la consolidation opérationnelle budgétaro-financière de l'Euroland / Lancement des premières politiques socio-économiques communes pro-actives / Accélération de la différenciation Euroland-UE

A la mi-2012, comme nous l'avons déjà indiqué dans de précédents GEAB, l'Euroland se sera dotée de tout une série de nouveaux dirigeants nationaux (Espagne, Italie, Grèce, France, Slovaquie, Belgique, ...) et dans les mois qui suivront l'Allemagne entrera elle aussi dans un nouveau processus électoral. L'Euroland sera donc dirigée par des hommes et des femmes qui pour la plupart seront arrivés au pouvoir après le déclenchement de la crise. Jusqu'à la fin 2011, ce n'était pas le cas ; bien au contraire, la plupart des dirigeants de la zone Euro étaient des produits électoraux du monde d'avant la crise. Le fait que ces dirigeants, médiocres politiciens pour la plupart, et totalement non préparés à l'effondrement des valeurs/convictions qui étaient les leurs jusqu'en 2008, aient néanmoins pu affronter relativement bien la crise globale puis la crise grecque et ses conséquences sur fond d'attaque violente de la monnaie unique européenne par la *City de Londres* et *Wall Street*, est une preuve de la dynamique d'intégration européenne à l'oeuvre au sein de l'Euroland. Notre équipe considère en effet qu'ils étaient la génération de politiciens la moins bien armée pour « sauver la construction européenne » puisque généralement pas très intéressés par l'Europe et souvent sous la coupe des banques et de Washington. Pour reprendre une analyse de Franck Biancheri datant de 1989, « *les politiciens baby boomers* risquent de casser le projet européen auquel ils ne comprennent rien, avant que les générations « **Erasmus** » ne puissent entrer en jeu ».

On ne saura jamais ce qui se serait passé si la crise systémique globale avait éclaté cinq ans plus tard, mais ce qui est certain, c'est qu'ils auront su éviter de « casser l'Europe ». Même Nicolas Sarkozy, dont nos lecteurs savent pourtant que nous estimons qu'il a été pour la France et pour l'Europe le pire président français de la V^e République, mérite une mention positive à ce sujet pour avoir su pousser en avant la nécessité de sommets réservés aux dirigeants de l'Euroland. Ce que nous enseigne cet épisode, c'est que si même des dirigeants non préparés et peu fiables ont su trouver les réponses permettant de bâtir les fondements de l'Euroland au milieu d'une crise historique, il est très rationnel de considérer que des dirigeants plus inspirés et mieux préparés (au moins par le fait qu'ils auront vécu cette crise avant d'arriver au pouvoir) seront capables de faire au moins pareil, sinon mieux [6].

Cette analyse est renforcée par un autre facteur déterminant du processus décisionnel européen : en l'absence de démocratisation du système, les technocrates sont les vrais maîtres du jeu dans le circuit communautaire englobant Francfort, Bruxelles, ... et les capitales nationales [7]. Ce sont eux qui depuis la création de la CECA en 1951 tissent la toile de l'intégration européenne. Ce sont eux qui ont offert à nos dirigeants désorientés les solutions de ces deux dernières années. Ce sont eux qui préparent déjà des initiatives pour les prochaines années. Mais pour pouvoir réaliser des bonds en matière d'intégration européenne, ils ont besoin des politiques. Et les politiques ne sont prêts à prendre des risques que dans deux cas de figure : quand ils ont peur, quand ils sont visionnaires [8]. La peur aura été l'aiguillon de 2010/2011. La vision d'avenir sera celui des années 2012/2016.

Deux éléments déterminent ce basculement de la réaction vers le projet car il s'agit bien de cela : la peur n'entraîne que des réactions ; la vision d'avenir s'incarne en projets.

D'une part, on constate qu'après l'épisode « serrage de boulon » voulu à juste titre par les pays dits excédentaires (Allemagne, Pays-Bas, Finlande, ...) [9], on voit se développer partout dans les élites de l'Euroland l'idée qu'il faut aussi se projeter positivement dans l'avenir (relance, investissements communs, Eurobonds, ...). Le passage par la phase d'austérité était inévitable, comme nous l'avions anticipé depuis 2008/2009, car l'intégration de l'Euroland impose d'avoir des règles communes, réellement appliquées et de cesser les politiques de surendettement collectif promues ces dernières décennies par les banquiers et les pôles financiers de la *City* et *Wall Street*.

Le cas de la Grèce est exemplaire. Nous y revenons dans les recommandations de ce **GEAB N°62** mais nous sommes très clairs en la matière : pour surmonter le problème grec, il faut casser la classe dirigeante parasitaire qui a conduit ce pays à la ruine. Or l'Euroland n'a pas beaucoup de moyen à ce jour pour ce faire, sinon bien montrer aux Grecs que personne ne fait plus confiance à leurs dirigeants. C'est aussi un moyen dissuasif vis-à-vis des dirigeants des autres pays tentés par l'endettement pour essayer de garder le pouvoir.

Ainsi 2012 et 2013 vont voir la finalisation des nouvelles règles de gouvernance budgétaire, fiscale et économique communes de l'Euroland. Contrôle commun des budgets, évolution vers une harmonisation fiscale [10], rapatriement des marchés financiers en Euro dans l'Euroland [11], réglementation financière renforcée, agence de notation européenne, taxe sur les transactions financières, Eurobonds, instauration d'un degré maximum d'exposition des dettes gouvernementales aux marchés financiers hors Euroland, ...

Pour les équipes qui arrivent au pouvoir dans l'Euroland, ces évolutions sont des évidences ; alors qu'elles étaient révolutionnaires pour leurs prédécesseurs. Mais, sur ces bases, les deux années à venir vont également voir le lancement de plusieurs grandes initiatives communes destinées à construire l'avenir : programme commun d'investissements publics (infrastructures communes dans le domaine des transports, de l'éducation [12], de la formation, de la santé, de la science et de la technologie, ...). Leur financement va déclencher l'un des grands débats des deux prochaines années car il sera impossible, selon notre équipe, d'éviter un recours à l'emprunt direct auprès des citoyens, court-circuitant ainsi les banques et le financement sur les marchés financiers. D'un montant équivalent à celui du MES, 500 milliards Euros, il servira pour moitié à réduire la dépendance des dettes gouvernementales aux marchés financiers internationaux (via des Eurobonds) ; et pour moitié à financer les grands projets d'avenir. Si le MES est un embryon de Fonds Monétaire Européen, ce grand emprunt sera la prémisse d'un Trésor européen. Et il fera partie de la panoplie d'instruments de solidarité sociale trans-européenne qui vont émerger d'ici 2014, pour progressivement remplacer les multiples fonds structurels traditionnels de l'UE [13].

D'autre part, à partir de la seconde moitié de 2012, l'Euroland va assister au retour constructif des Français dans le projet européen. C'est une réalité oubliée de beaucoup puisque cela fait 17 ans qu'elle a disparu du processus décisionnel européen. Que ce soit Jacques Chirac ou Nicolas Sarkozy, aucun des présidents français depuis 1995 n'a eu la fibre européenne (à la différence de leurs prédécesseurs De Gaulle, Giscard et Mitterrand). Jacques Chirac avait au moins la fibre gaullienne du refus de l'asservissement, ce qui lui a permis de résister à l'embrigadement général dans l'invasion de l'Irak, en partenariat avec le chancelier allemand Gerhard Schröder et le président russe Vladimir Poutine. Nicolas Sarkozy n'a eu lui aucune fibre, ni nationale ni européenne. Il n'aura fait que traverser le paysage politique [14] poussé par des intérêts étrangers au bien commun des Français et des Européens.

Ces tendances au repli ou à l'anecdotisme ont bien entendu été renforcées par la domination anglo-saxonne sur l'agenda européen, poussant l'élargissement et l'Europe-marché au détriment de l'intégration et de l'Europe-puissance. In fine, cela fait 17 ans que la France a cessé d'apporter sa contribution intellectuelle à la progression de l'intégration européenne [15]. Cette « absence française » au niveau européen n'aura été que le reflet d'une déconnection croissante du pouvoir parisien avec le pays réel [16] ; situation qui, selon LEAP/E2020, approche

de son dénouement avec le rejet massif des Français pour l'actuel président.

Sans attentes extraordinaires, la prochaine élection de François Hollande à la tête de la France va permettre de reconstituer le lien entre le pays réel [\[17\]](#) et les dirigeants français, au moins pour une année ou deux, temps suffisant pour redynamiser la contribution française au niveau européen. La personnalité du candidat socialiste joue aussi en faveur de cette évolution. C'est un politicien pour qui l'Europe est une composante-clé de son engagement, dans la lignée Mitterrand-Delors ; et il a le profil qu'il faut aux futurs dirigeants de l'Euroland pour cette période 2012-2016 : ils devront être de bons équipiers car la direction de l'Euroland sera une affaire d'équipe, et non pas d'individualités. Ces cinq années vont plus ressembler en interne à l'arrimage des différentes composantes d'une station spatiale qu'à des charges de cavalerie. Chaque époque a besoin d'un certain type de dirigeants : l'Euroland des années à venir a besoin d'équipiers européens, fiables et inventifs, sachant où ils veulent aller et conscients qu'ils ne peuvent pas y arriver seuls. Au-delà de toute considération partisane, dans son parcours et la conduite de sa campagne, notre équipe estime que François Hollande a montré qu'il possédait ces qualités [\[18\]](#).

Dans ce contexte, il est urgent qu'il repositionne son discours de campagne sur la renégociation de l'actuel traité européen en promesse de négocier des compléments à ce traité. C'est nécessaire pour rassurer les partenaires allemand et hollandais en particulier ; et c'est utile pour éviter à Angela Merkel de s'enfoncer encore plus dans l'erreur stratégique majeure que constitue son entrée en campagne au côté de Nicolas Sarkozy [\[19\]](#). Car, d'une part, cela n'évitera en rien la défaite de ce dernier (voire même le contraire) ; et, d'autre part, cela rendra plus difficile les premiers mois de coopération franco-allemande après le 6 Mai 2012, même s'il est urgent d'ouvrir à d'autres pays (Pays-Bas, Espagne, Italie, ...) le noyau moteur de l'Euroland.

Parallèlement ces deux années vont voir l'accélération de la différenciation entre Euroland et UE. C'est un phénomène qui caractérisera en fait toute la décennie. L'Euroland qui fonctionne beaucoup sous forme de réseaux informels va progressivement devoir se doter de quelques bases institutionnelles. Elles seront légères car personne ne veut reproduire la bureaucratisation qui a sclérosé définitivement Bruxelles ; mais à l'image de la BCE, du MES, un secrétariat de gouvernance de l'Euroland va s'avérer nécessaire très rapidement puis certaines institutions spécifiques ainsi qu'une composante Euroland spécifique au sein du Parlement européen (réunions réservées aux députés européens des pays de l'Euroland pour discuter des questions spécifiques à l'Euroland, à l'image des sommets de l'Euroland). Cette évolution sera d'autant plus forte et rapide que le Royaume-Uni tentera de ralentir ou bloquer les actions de l'Euroland. On a ainsi eu un exemple de l'effet contre-productif du veto britannique en Décembre dernier ; il a tout simplement obligé les autres à avancer sans Londres.

En général, les Eurolandais chercheront à utiliser les institutions communautaires existantes en écartant les non Eurolandais des processus décisionnels. Chaque fois que ce sera impossible ou trop compliqué, une nouvelle base institutionnelle sera créée. Cette évolution sera d'autant plus aisée que l'ensemble des pays de l'UE, à part le Royaume-Uni, sont en fait dans une logique d'adhésion à l'Euro [\[20\]](#). La plupart des pays de l'UE savent qu'ils seront dans l'Euroland d'ici 2017 ; ce qui facilite grandement les évolutions de l'Euroland pour les années à venir.

Ainsi, après une quinzaine d'années d'errements sous influence britannique et américaine, pendant lesquelles les Européens se sont fourvoyés de projets d'élargissement sans avenir (Turquie, Ukraine, ...) [\[21\]](#) à des stratégies économico-financière illusoire (stratégie de Lisbonne, ...), les années à venir porteront la marque du retour à l'intégration politique et économique, comme c'était le cas lors de la première renaissance communautaire des années 1984-1992. Selon LEAP/E2020, 2012/2013 marquera ainsi le début de la seconde renaissance communautaire.

[GEAB N°62](#), 15 février 2012

[1] C'est-à-dire pouvant mobiliser l'ensemble des attributs d'un « souverain » : monnaie, budget, économie, politique internationale et défense.

[2] Au passage, nous rappelons que les anticipations de LEAP/E2020 dès 2006/2007 sur l'émergence de l'Euroland du fait de la crise systémique globale se sont avérées justes ; tout comme nos mises en garde contre les pronostics de ceux qui voyaient il y a seulement encore quelques mois, la zone Euro éclater et l'Euro disparaître. Nous rappelons à ce propos que nos anticipations sont toujours fondées sur des analyses rationnelles et objectives, respectant les principes de la méthodologie d'anticipation politique ; et ce quelles que soit les opinions personnelles des membres de notre équipe. C'est cela, et uniquement cela, qui nous permet depuis 2006 d'affronter sereinement les pensées dominantes ou les périodes d'hystérie collectives, qui se scandalisent toujours du refus de penser comme tout le monde. En période de crise, la lucidité est essentielle pour essayer de comprendre les événements et leurs conséquences. Or la lucidité est incompatible avec le « prêt-à-penser », qu'il soit dicté par le pouvoir ou par la peur. A titre d'anecdote, le titre de [CNBC](#) du 15/02/2012 sur les meilleures performances économiques de l'Euroland que ce que prévoyaient les « experts » anglo-saxons est très révélateur : « Le PNB de l'Euroland meilleur qu'espéré. Qu'est-ce que cela signifie ? ». D'une part, on peut légitimement se demander si la première partie du titre n'aurait pas dû être « le PNB de l'Euroland « moins pire » qu'espéré » pour refléter l'état d'esprit réel de ces « experts » ? Et d'autre part, la question de la seconde partie du titre sonne comme une sorte d'aveu : « et si on avait pris nos désirs pour des réalités ? ».

[3] Cette tendance est renforcée par l'arrivée massive au cours de cette décennie des générations nées après la signature du Traité de Rome, des premières générations pour lesquelles l'Europe est un espace socio-politique naturel. A la différence, de la génération des babyboomers, vivier privilégié des eurosceptiques.

[4] Ce dont les médias anglo-saxons qui nourrissent la sphère médiatique mondiale sont incapables, notamment parce qu'ils passent généralement par le prisme britannique qui s'avère idéologiquement incapable de comprendre le processus continental d'intégration européenne autrement que comme une menace à conjurer ou à mépriser. Deux attitudes peu propices à générer la lucidité sur les événements.

[5] Pour information, près d'un an avant les référendums français et néerlandais sur le projet de Constitution européenne, dans le cadre de travaux remis aux institutions nationales et européennes, nous avons anticipé que le « Non » l'emporterait dans les deux pays (à un moment où tous les sondages donnaient le « Oui » largement vainqueur).

[6] Nous avons déjà dans GEAB évoqué le parallèle avec la crise des Euromissiles qui a conduit en moins de trois ans, la Communauté européenne, après un changement de dirigeants, d'une crise existentielle à la première renaissance du projet communautaire (1984-1992).

[7] C'est d'ailleurs tellement vrai actuellement qu'ils sont en mesure de remplacer les politiques défaillants dans des fonctions gouvernementales comme Mario Monti en Italie ou Lucas Papademos en Grèce. Et avec un succès certain pour le moment dans le cas de Mario Monti. Cette situation conduit ainsi les citoyens à porter un regard très critique sur les classes politiques nationales, les poussant à se réformer dans les années à venir.
Source : [Independent](#), 15/02/2012

[8] Les deux cas sont exclusifs car un politicien visionnaire a peu de chance de se laisser piéger dans une situation effrayante ; alors que le politicien effrayé est celui qui n'a justement aucune idée de comment sortir d'un piège.

[9] Pays auxquels la France de Nicolas Sarkozy s'est accrochés pour ne pas paraître appartenir à l'autre camp.

[10] Une fois la situation grecque stabilisée, c'est l'Irlande et son dumping fiscal qui vont être au coeur des attentions eurolandaises.

[11] La City a conduit une « blitzkrieg » de deux ans pour tenter en vain de casser la zone Euro. A partir de maintenant l'Euroland va chaque année accroître la pression pour réduire la puissance déjà déclinante de la City. Et David Cameron comme les Eurosceptiques britanniques financés par les hedge funds ne pourront pas grand-chose au fait, que quoi qu'ils en pensent, seulement 15km séparent Douvres de Calais.

[12] En particulier, un vaste programme, successeur d'Erasmus, pour à la fois former les élites européennes en nombre et qualité suffisantes ; et pour offrir la dimension européenne à des centaines de milliers de jeunes chaque année, forme très concrète de démocratisation de l'accès à l'Europe.

[13] Il y a quelques années notre équipe avait expliqué ironiquement à des responsables bruxellois de haut niveau que s'ils ne mettaient pas en

place des politiques de solidarité trans-Euroland pour faire face à des chocs asymétriques, alors il leur faudrait investir lourdement dans des forces policières européennes d'intervention pour contrôler la colère des citoyens.

[14] Nous rappelons que nous avons anticipé dès Novembre 2010 dans le [GEAB N°49](#) que Nicolas Sarkozy ne serait pas réélu en 2012.

[15] Les épisodes du mauvais projet de Constitution européenne et de l'adoption du Traité de Lisbonne sans référendum en sont deux autres illustrations.

[16] Un président réélu par défaut en 2002 quand Jacques Chirac affronte Jean-Marie Le Pen ; et une tromperie sur la « marchandise » identifiée trop tardivement, après son élection, avec Nicolas Sarkozy en 2007.

[17] L'un des axes de sa politique vise justement à décentraliser, « *déparisianniser* » le pouvoir français. Source : [Débats 2012](#), 27/01/2012

[18] Il aura cinq ans pour montrer qu'il peut être en effet François EurHollande.

[19] Une faute largement commentée comme telle en Allemagne.

[20] Y compris le Danemark qui attend le bon moment pour un référendum sur le sujet (source : [Euronews](#), 23/01/2012). Le cas tchèque est très simple : une fois que Vaclav Klaus ne sera plus président, la République Tchèque rejoindra le reste des pays européens pour se préparer à entrer dans l'Euro. Ce sera un phénomène semblable au remplacement, en 2007, des jumeaux polonais Kaczynski, pro-américains et anti-européens, par l'actuel premier ministre Donald Tusk, aboutissant à un virage de politique européenne à 180°. Dernière remarque sur le cas Klaus : son parti comme sa ré-élection à la présidence en 2008, via le vote des députés, font face à de multiples accusations de corruption. Sa « représentativité » de l'opinion publique tchèque se mesure à ce genre de « détails ». En 2013, le président sera finalement élu au suffrage universel. Source : [Rue89](#), 09/02/2011

[21] Cette dérive du projet européen originel a empêché les citoyens de se concentrer sur la question du tandem gouvernance/démocratisation puisque l'Europe était une forme toujours mouvante. Ainsi, même au niveau des jeunes générations, la promotion officielle de cette Europe sans frontières a empêché l'émergence d'initiatives nouvelles pour tenter d'influer sur leur avenir. Notre équipe peut constater qu'actuellement, et à très grande vitesse, cette situation est en train de changer radicalement.